## Avis et communications

## **AVIS DIVERS**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Situation mensuelle de l'Etat (avril 2023)

NOR: ECOE2315552V

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat





**Avril 2023** 



## **S**OMMAIRE



Synthèse	2
aits marquantsChiffres clés	
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie Dépenses du budget général par mission et programme	
Recettes	10
Recettes non fiscales du budget général Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attribution de produits	12
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales Correspondants du Trésor et personnes habilitées	
Dette financière de l'Etat	
Notes méthodologiques	18



## **FAITS MARQUANTS**

#### |Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -**83,708** Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2023 s'élève à -83,708 Md€ contre -70,431 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-13,277 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 10,711 Md€, une baisse des recettes nettes de 3,903 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 1,337 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes): 147,992 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

- ►Mission Engagements financiers de l'Etat: 15,992 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (9,271 Md€) et du programme « Amortissement de la dette de l'Etat liée à la covid-19 » (6,586 Md€);
- ►Mission Enseignement scolaire: 6,947 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,997 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,073 Md€) ;
- ►Mission Recherche et enseignement supérieur : 4,548 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,448 Md€) ;
- ►Mission **Défense**: 4,204 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,962 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,056 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,048 Md€);

Les dépenses nettes à fin avril 2023 s'élèvent à 147,992 Md€ contre 137,281 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+10,711 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +6,870 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +6,613 Md€, hausse

- ►Mission Ecologie, développement et mobilité durables: 3,615 Md€, principalement au titre du programme « Energie, climat et après-mines » (1,477 Md€) et du programme « Service public de l'énergie » (1,118 Md€) ;
- ►Mission Solidarité, insertion et égalité des chances : 2,233 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,105 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,074 Md€);
- ►Mission **Sécurités**: 1,833 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,984 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,798 Md€) ;
- ►Mission Travail et emploi: 1,619 Md€, principalement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (1,115 Md€);
- ►Mission Aide publique au développement: 1,116 Md€, montant réparti sur divers programmes composant la mission.

prévue en LFI), des charges de la dette de l'Etat pour +2,516 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +2,420 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus précoces qu'en 2022) et des dépenses de personnel pour +1,724 Md€ (hausse prévue en LFI).

## Recettes du budget général (nettes) : 79,200 Md€

Les principales recettes du mois

- **►TVA nette**: 9,715 Md€; **►IR net**: 8,341 Md€;
- ►Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes: 4,048 Md€, dont les droits de mutation à titre gratuit pour 1,605 Md€, les autres taxes intérieures pour 0,772 Md€ (essentiellement au titre de la TICGN) et la taxe sur les installations nucléaires de base pour 0,554 Md€;
- ►Autres impôts directs et taxes assimilées : 1,445 Md€, dont 0,608 Md€ de prélèvements de solidarité :
- ▶TICPE nette: 1,361 Md€;
- ▶Fonds de concours et attributions de produits : 1,080 Md€, dont 0,766 Md€ au titre du fonds "Versement de la subvention SNCF Réseau" ;
- ► Recettes non fiscales Divers: 0,747 Md€, dont 0,533 Md€ au titre du reversement des soldes excédentaires de sections du compte de commerce "Soutien financier au commerce extérieur" pour l'exercice 2022 :
- ►IS net : -0,761 Md€ (montant lié à des R&D à hauteur de 1,167 Md€);
- ▶Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,875 Md€ ;
- ▶ Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -2,991 Md€, dont -2,007 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement.



## **FAITS MARQUANTS**

### Recettes fiscales (nettes): 94,517 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin avril 2023 s'élèvent à 94,517 Md€ contre 90,652 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,865 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des recettes de TVA nette pour +3,145 Md€, d'IS net pour +1,839

## Recettes non fiscales: 3,108 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2023 s'élèvent à 3,108 Md€ contre 10,892 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

. Cette évolution (-7,784 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'UE pour Md€ et d'IR net pour +1,161 Md€ (écarts liés au dynamisme des recettes brutes), ainsi que par une diminution des recettes des "Autres taxes intérieures" pour -3,177 Md€ (écart principalement lié à la TICFE, essentiellement en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire).

cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, constaté pour 7,400 Md€ durant le mois de mars en 2022 mais non encore intervenu en 2023.

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -20,325 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin avril 2023 s'élèvent à -20,325 Md€ contre -19,511 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant. Cette évolution (-0,814 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation des PSR au

profit des collectivités territoriales à hauteur de 1,184 Md€, notamment au titre du prélèvement au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

## Fonds de concours et attributions de produits : 1,900 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin avril 2023 s'élèvent à 1,900 Md€ contre 1,070 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant. Cette évolution (+0,830 Md€) s'explique essentiellement par les recettes perçues au fonds "Versement de la subvention SNCF Réseau".

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI): -14,916 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

- ► Le compte « Avances aux collectivités territoriales » enregistre des dépenses pour 9,994 Md€ et des recettes pour 7,567 Md€ (dont 5,129 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,527 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation);
- ► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 9,874 Md€ (dont 9,645 Md€ au titre du paiement des intérêts relatifs aux OAT à taux fixes et aux BTF)

Le solde des comptes spéciaux à fin avril 2023 s'élève à -14,916 Md€ contre -16,253 Md€ à fin avril 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,337 Md€) s'explique principalement par une augmentation du solde des comptes d'affectation spéciale de +1,135 Md€

et des recettes pour 9,880 Md€ (dont 9,291 Md€ au titre d'abondements par le budget général) ;

► Le compte « Participations financières de l'Etat » affiche des dépenses pour 7,078 Md€ (dont 6,586 Md€ au titre du versement d'une dotation en capital au profit de la Caisse de la dette publique pour l'amortissement de la dette liée à la covid-19) et des recettes pour 6,994 Md€ (dont 6,586 Md€ au titre d'un abondement par le budget général).

(dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour +1,213 Md€, principalement en raison de la reprise en 2023 par l'Etat de la dotation en numéraire de l'établissement public Bpifrance pour 3,500 Md€).

### Dette financière de l'Etat au 30 avril 2023 : 2 383,152 Md€

La dette financière est en augmentation de 70,860 Md€ depuis le début de l'année 2023. Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +70,700 Md€ et hausse des BTF de +1,911 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -1,751 Md€).



## **CHIFFRES CLES**

	Mois		Cumul à fin avril			
unité : million d'€.	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité	
DONNEES BUDGETAIRES						
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-28 984	-83 708	-70 431	-67 320	-13 277	
Dépenses du budget général (nettes)	47 507	147 992	137 281	135 505	10 711	
-						
Recettes du budget général (nettes)	21 192	79 200	83 103	84 438	-3 903	
Principales recettes fiscales (nettes)						
- IR	8 341	26 137	24 976	24 976	1 161	
- IS *	-761	11 768	9 928	9 928	1 839	
- TICPE	1 361	5 416	4 930	5 280	486	
- TVA	9 715	35 778	32 634	35 818	3 145	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-2 670	-14 916	-16 253	-16 253	1 337	

## DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	3 067	166 044

Dette financière de l'Etat 20 769 2 383 152

<sup>\*</sup> hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



## **SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE**

	Mois Cumul à fin avril				Ecart cumul
unité : million d'€.	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 013	1 013	64
Dépenses de personnel	11 761	47 533	45 809	45 820	1 724
Dépenses de fonctionnement	13 974	30 556	23 686	23 567	6 870
Charges de la dette de l'Etat	9 291	15 220	12 704	12 704	2 516
Dépenses d'investissement	1148	6 255	6 479	6 479	-225
Dépenses d'intervention	10 724	46 436	47 188	45 519	-752
Dépenses d'opérations financières	608	915	402	402	513
Total des dépenses (nettes) (I)	47 507	147 992	137 281	135 505	10 71
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	23 793	94 517	90 652	92 051	3 865
Recettes non fiscales	1 186	3 108	10 892	10 892	-7 784
Prélèvements sur recettes	-4 866	-20 325	-19 511	-19 576	-814
Fonds de concours et attributions de produits (1)	1 080	1 900	1 070	1 070	830
Total des recettes (nettes) (II)	21 192	79 200	83 103	84 438	-3 903
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	26 058	99 526	102 614	104 013	-3 089
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-26 315	-68 792	-54 178	-51 067	-14 613
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	115	1 036	-99	-99	1 135
Solde des comptes de concours financiers	-2 780	-16 802	-16 266	-16 266	-536
Solde des comptes de commerce	-4	838	135	135	703
Solde des comptes d'opérations monétaires	-1	10	66	66	-56
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-2 670	-14 916	-16 253	-16 253	1 337
_					
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV )	-28 984	-83 708	-70 431	-67 320	-13 277

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2023



## DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL PAR TITRE ET CATEGORIE

	Mois	С	Ecart cumul		
unité : million d'€.	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 761	47 533	45 809	45 820	1 724
Rémunérations d'activité	6 783	27 419	26 408	26 415	1 011
Cotisations et contributions sociales	4 853	19 700	18 986	18 990	715
Prestations sociales et allocations diverses	125	413	415	415	-2
AUTRES TITRES	35 745	100 459	91 472	89 684	8 987
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 013	1 013	64
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	13 974	30 556	23 686	23 567	6 870
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9 053	16 919	11 466	11 358	5 453
Subventions pour charges de service public	4 921	13 638	12 220	12 208	1 417
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	9 291	15 220	12 704	12 704	2 516
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	C
Charges financières diverses	9 291	15 220	12 704	12 704	2 516
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 148	6 255	6 479	6 479	-225
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	739	4 106	4 630	4 630	-524
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	409	2 149	1 850	1 850	299
Subventions pour charges d'investissement (1)	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 724	46 436	47 188	45 519	-752
Transferts aux ménages	4 090	19 838	19 011	18 968	827
Transferts aux entreprises	2 456	13 018	12 722	12 826	296
Transferts aux collectivités territoriales	1 204	4 573	5 899	4 256	-1 326
Transferts aux autres collectivités	2 840	8 426	9 306	9 218	-879
Appels en garantie	134	580	250	250	330
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	608	915	402	402	513
Prêts et avances	2	4	0	0	4
Dotations en fonds propres	97	279	264	264	15
Dépenses de participations financières	510	632	139	139	494
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	47 507	147 992	137 281	135 505	10 711

<sup>&</sup>lt;sup>(1)</sup> Création en LFI 2023



## DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION ET PROGRAMME

	Mois c	l'avril	Cumul à fin	avril 2023	Cumul à fin avril 2022 retraité	Cumul à fin avril 2022 consommé	Ecart cumul
and the state of t	AE	CP	AE	CP		CP	2023 /
unité : million d'€.	consommées	consommés	consommées	consommés	CP retraités	consommés	2022 retraité
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	383 113	181 126	1 347 755	1 <b>034</b> 666	<b>1 354</b> 914	1 366 914	-320
Action de la France en Europe et dans le monde Diplomatie culturelle et d'influence	250	32	755 421	198	303	315	-248 -105
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	22	171	170	137	137	33
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	351	347	1 464	1 427	1 411	1 408	16
Administration territoriale de l'Etat	222	223	859	825	763	758	62
Vie politique	2	2	79	81	157	157	-76
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	127	122	526	522	491	493	30
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	115	115	797	798	869	799	-71
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (1)	12	15	402	411	364	423	47
roret Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	56	53	210	202	191	191	11
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	48	47	185	185	184	186	0
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) (2)	0	0	0	0	130	0	-130
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges (2)	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	656	1 116	1 525	1743	1 382	1 383	361
Aide économique et financière au développement	28	524	235	754	194	195	559
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	628	591	1 290	989	1 188	1 188	-199
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	9	47	1 307	1 231	1 306	1 306	-75
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant,	8	46	1 233	1 158	1 229	1 229	-71
mémoire et liens avec la Nation Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes							, ,
de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	73	73	77	77	-4
COHESION DES TERRITOIRES	754	370	14 915	4 158	3 971	3 967	187
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes	257	259	996	612	323	324	289
vulnérables Aide à l'accès au logement	0	0	13 296	3 341	3 268	3 268	73
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	397	27	415	49	220	220	-171
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	9	16	72	51	57	56	-6
Politique de la ville	88	45	127	60	66	64	-6
Interventions territoriales de l'Etat	2	23	9	45	36	35	9
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	61	56	284	270	256	256	13
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	37	160	149	141	141	8
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières  Haut Conseil des finances publiques <sup>(3)</sup>	20 0	19	80	77 0	72 0	72 0	5 0
CREDITS NON REPARTIS  Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	<b>0</b> 0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	ő	0	0	0	0	o
CULTURE	620	325	1 566	958	895	891	63
Patrimoines	189	121	428	245	224	224	21
Création	302	88	615	275	276	266	-1
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	67	54	269	189	162	162	28
Soutien aux politiques du ministère de la culture	62	63	253	247	232	240	15
DEFENSE	5 086	4 204	16 036	18 968	18 672	18 667	297
Environnement et prospective de la politique de défense	60	138	728	668	641	641	27
Préparation et emploi des forces Soutien de la politique de la défense	797 1 959	1 048 1 962	3 660 7 994	4 389 7 948	4 015 7 656	4 012 7 654	375 292
Equipement des forces	2 270	1056	3 654	5 963	6 360	6 360	-397
	58		307		314	315	
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT  Coordination du travail gouvernemental	58	<b>101</b> 67	237	<b>281</b> 219	222	223	<b>-34</b> -3
Protection des droits et libertés	6	34	70	61	58	58	3
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 (3)	0	0	0	0	34	34	-34
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	5 328	3 615	18 457	14 727	12 262	12 197	2 465
Infrastructures et services de transports	286	502	4 127	2 860	3 430	3 379	-570
Affaires maritimes, pêche et aquaculture (1)	30	46	133	95	74	58	21
Paysages, eau et biodiversité	21	37	129	88	53	55	35
Expertise, information géographique et météorologie Prévention des risques	3 22	142 39	427 762	284 284	281 255	281 255	3 29
Energie, climat et après-mines	976	1477	2 134	3 068	1838	1 837	1 230
Service public de l'énergie	3 537	1 118	9 032	6 614	5 030	5 030	1 584
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et	224	231	1 121	1074	1042	1 043	32
de la mobilité durables Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	20	20	355	355	259	259	96
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (2)	208	4	238	4	0	0	4
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·							



## DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION ET PROGRAMME

	Mois	l'avril	Cumul à fir	avril 2023	Cumul à fin avril 2022 retraité	Cumul à fin avril 2022 consommé	Ecart cumul
unité : million d'€.	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
ECONOMIE	269	189	2 161	1 693	2 462	2 3 4 9	-769
Développement des entreprises et régulations	223	116 0	1 446	1 181	189	178	992
Plan "France Très haut débit" Statistiques et études économiques	0	35	0 163	0 160	0 156	0 156	0
Stratégies économiques	12	37	553	352	369	268	-17
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte	0	0	0	0	1 748	1748	-1 748
d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" (1)							
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	9 <b>405</b> 9 271	<b>15 992</b> 9 271	15 591 14 865	22 246 14 865	12 889 12 445	12 889 12 445	9 357 2 420
Appels en garantie de l'Etat	134	134	696	696	339	339	357
Epargne	0	0	30	30	25	25	5
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à	0	0	0	0	0	0	0
risque	0	0	0	69	80	80	-12
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	6 586	0	6 586	0	0	6 586
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 613	6 947	28 109	27 932	27 296	27 304	636
Enseignement scolaire public du premier degré Enseignement scolaire public du second degré	2 071 2 994	2 073 2 997	8 342 12 027	8 340 12 021	8 041 11 621	8 040 11 624	299 400
Vie de l'élève	521	812	3 243	3 222	3 357	3 356	-135
Enseignement privé du premier et du second degrés	613	645	2 984	2 962	2 877	2 877	85
Soutien de la politique de l'éducation nationale	192	223	910	830	816	816	14
Enseignement technique agricole	221	197	601	557	585	590	-27
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	826	841	3 587	3 386	3 260	3 259	127
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	628 <i>7</i> 1	623 87	2 664 363	2 520 336	2 463 279	2 461 280	57 57
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières Facilitation et sécurisation des échanges	127	131	560	530	2/9 517	280 518	13
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	272	178	732	564	564	564	0
Immigration et asile	176	165	517	462	476	476	-14
Intégration et accès à la nationalité française	96	14	215	102	88	88	14
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	505	0	505	0	332	332	-332
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	95	95	-95
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	237	237	-237
Accélération de la modernisation des entreprises Financement des investissements stratégiques	0	0	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	505	0	505	ō	0	0	0
JUSTICE	819	824	4 282	3 853	3 434	3 435	419
Justice judiciaire	363	335	1 571	1 428	1 364	1364	64
Administration pénitentiaire	303	344	1 5 5 1	1 506	1 319	1 319	187
Protection judiciaire de la jeunesse	72	82 14	456 377	333 371	299 293	299 293	33
Accès au droit et à la justice Conduite et pilotage de la politique de la justice	10 71	48	325	214	293 158	295 159	79 55
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	1	2	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	40	46	419	258	192	192	66
Presse et médias	35	41	189	176	109	109	67
Livre et industries culturelles	4	5	230	82	83	82	-1
OUTRE-MER	76	101	1 466	693	530	637	163
Emploi outre-mer Conditions de vie outre-mer	36 40	26 74	1 152 314	488 205	375 154	481 156	113 50
PLAN DE RELANCE Écologie	0 -2	<b>357</b> 274	-10 -12	<b>706</b> 540	2 457 1 098	2 457 1 098	-1 <b>752</b> -558
Compétitivité	2	30	2	99	705	705	-606
Cohésion	0	53	0	67	654	654	-588
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE (8)	0	0	0	0	1 706	1 706	-1 706
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence	0	0	0	0	7	7	-7
aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 678	1678	-1 678
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans	0	0	0	0	0	0	
le cadre de la crise sanitaire Compensation à la sécurité sociale des allèzements de prélèvements	0	U	U	U	U	Ü	0
pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	21	21	-21
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 077	1 077	1 013	1 013	64
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5
Assemblée nationale Sénat	0	0	571 346	571 346	518 339	518 339	53 8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



## **DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION ET PROGRAMME**

Challes         All Part (Companies) (Companie		<b>M</b> ois o	ť avril	Cumul à fin avril 2023		Cumul à fin avril 2022 retraité	Cumul à fin avril 2022 consommé	Ecart cumul
Some stands as pulmenter at methods where taken where taken and the stands are stands as a stand as a standard as a standar	unité : million d'€.					CP retraités		
Ne education   Securitify pass et technologiques pluridisciplinaires   15   212   1150   1260   1214   2020   2031   348   Recherche pathale   10   10   1778   621   601   600   200	RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 521	4 548	26 139	12 554	11 997	11 988	556
Recherche scientifiques est echnologiques pluridisciplinaries   10								
Recharche partials   Peach Peach   P	110 010 0101							
Recherche danies les domaines de l'aneeige, du développement et de la mobilisé durable et matière économique et Recherche et desinignement supérieur en matière économique et Recherche et desiciente entitaires proprieur et matière économique et Recherche et desiciente entitaires proprieur et matière économique et l'ancherche de desiciente entitaires proprieur et recherche agricoles (71 de 2 miles 195 193 127 198 192 197 198 197 198 197 198 197 198 197 198 197 198 197 198 199 199 199 199 199 199 199 199 199								
Roberiche of entingingment supérieuran matière économique et entingingment supérieuran matière économique et et entingingment supérieuran et entilaterial colle et entilaterial e								
Company   Comp	mobilité durables	•						
Part	industrielle							
REMINES SOCIAUX ET DE RETRAITE   72   \$16   \$175   \$2.407   \$2.302   \$2.74   \$175   \$1.607   \$1.507			-					
Régimes sociaix et de rétraire des transports streistres   72   361   3461   1728   1527   1527   1541   Régimes de retraite des écurités colacide des marins   0   66   735   335   269   266   666   Régimes de rétraite des écurités colacide des marins   0   69   979   435   467   467   433   338   3467   467   467   338   3467   467   467   338   3467   467   467   338   3467   467   467   338   3467   467   467   338   3467   467   467   338   3467   347		72				2 222		
Régimes de restrate et due sécurité sociale des mains (9 66 735 335 269 269 66 88 86 86 86 96 96 96 96 96 96 96 96 96 96 96 96 96		/-	0.0	0 17 0				
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TRANITORIALES   349   311   647   900   1761   1762   8-861   1765   176								
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements   285   243   522   766   1691   1692   994   1760   176   17		0						
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements   285   243   522   766   1691   1692   994   1760   176   17	RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	349	311	647	900	1 761	1 763	-861
RemBourseMent's ET DIGREYEMENTS								
Remboursements et digrèvements d'impôts locaux   201   201   201   3 143   3 183   1644   1580   2281	Concours spécifiques et administration	64	68	125	134	70	71	63
Remboursements et digrèvements d'impôts locaux   201   201   201   3 143   3 183   1644   1580   2281	REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 962	8 969	41 780	41 766	38 764	38 700	3 002
SANTE   SANTE   STANTE   STA		8 761	8 768	40 416	40 403	37 120	37 120	3 283
Privention, scurité sanitaire et offre de soins   81   75   184   106   107	Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	201	201	1 363	1 3 6 3	1644	1 580	-281
Protection maladite   0								
Carte vitale biométrique (1) Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiens et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Ségur investissement» du plan national de relance et de résilience (FRR)  SECURITS  1851 1851 1833 7 546 7 333 7 076 7 779 225  Folice nationale 963 984 3 378 3 376 3 3769 3 769 107 6 endarmerle nationale 826 7 798 3 3 262 3 249 3 103 3 103 3 103 146 Sécurité et éducation routières 4 3 19 9 7 7 7 2 Sécurité et éducation routières 4 3 19 9 7 7 7 2 Sécurité et éducation routières 4 1074 11 12 22 4 700 4 764 4 718 6-64 4 716 6-64 4 716 6-64 4 716 6-64 4 716 6-64 4 716 6-64 4 716 6-64 7 7 8 8 8 7 8 8 8 7 8 8 8 7 8 8 8 7 8 8 8 7 8 8 8 8 1619 8 2 7 8 8 8 7 8 8 8 8 1619 8 8 2 2 8 18 8 9 8 7 8 8 8 1 8 8 8 8 1 8 8 8 1 8 8 8 8 1 8 8 8 1 8 8 8 8 1 8 8 1 8 8 8 1 8 8 8 8 1 8 8 1 8 8 8 1 8 8 8 1 8 8 8 8 1 8 1	•							
Compensation à la Sécurités sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reviersement des recretes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Ségur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)    SECURITES   1851   1833   7.546   7.333   7.078   7.079   2.55   7.07		-	-					
Pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résillence (FRR)   Pays tiers et reversement du plan national de relance et de résillence (FNRR)    SECURITES   1851   1833   7.546   7.333   7.078   7.079   2.55   7.010   7.0		0	0	0	0	0	0	0
Police nationale	pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Ségur investissement» du	0	0	0	0	0	0	0
Securité et éducation routières   4	SECURITES	1 851	1833	7 546	7 333	7 078	7 079	255
Sécurité et éducation routières	Police nationale	963		3 978		3 769	3 769	107
Securité civile   49   47   187   199   199   199   0								
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES   213   2 233   27 618   9 567   9 596   9 549   2-9     Inclusion sociale et protection des personnes   154   1074   12 822   4 700   4 764   4 718   6-4     Handicap et dépendance   0   1105   13 970   4 421   4 391   4 391   3 0 0     Egalité entre les femmes et les hommes   2   3   3   3   4   4   4   4   4     Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales   2   3   3   3   4   4   4   4   4     Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation   0   0   0   0   0   0   0   0   0								
Inclusion sociale et protection des personnes   154   1074   12 822   4 700   4 764   4 718   64     Handicap et dépendance   0   1105   13 870   4 421   4 391   4 391   3 30     Egalité entre les femmes et les hommes   2   3   3   3   4   4   4   4   4     Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales   57   51   823   443   427   426   17     Prise en charge par l'État du financement de l'indemnité inflation   0   0   0   0   0   0   0   0   0     SPORT, JEUNESS ET VIE ASSOCIATIVE   194   158   1017   495   487   487   88     Sport   21   23   321   145   158   158   158   122     Jeunesse et vie associative   96   32   619   247   221   221   226     Jeun olympiques et paralympiques 2024   77   103   78   103   108   108   108   55    TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES   70   64   276   229   143   143   86     Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs   70   64   276   229   32   32   60     Transformation publique   6   6   6   9   36   29   29   8     Innovation et transformation numériques   1   1   1   2   2   2   1   1   1     Fonction publique   33   27   170   86   70   70   16     Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques   33   27   170   86   70   70   16     TRANSIONE ET VIER DE L'ARDEN ET RENDIO RESIDIATE   228   247   2481   228     Accès et retour à l'emploi   777   1115   2798   2251   2479   2481   -228     Accès et retour à l'emploi et des relations du travail   1   35   27   45   10   10   35     Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du ravail   56   27   282   31   318   394     TOTAL DES DEFENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL   46 47   56 275   23 24 33   188 395   174 401   174 205   13 994		49			199			
Handicap et dépendance								
Egalité entre les femmes et les hommes  2 3 3 3 4 4 4 1-1 Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales 57 51 823 443 427 426 17 Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation 0 0 0 0 0 0 10 10 10 1-10  SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE 194 158 1017 495 487 487 8 Sport 21 22 3 321 145 156 156 158 1-12 Jeunesse et vie associative 96 32 619 247 221 221 226 Jeunesse et vie associative 97 103 78 103 108 106 107 108  FRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES 77 103 78 103 108 108 105 105  TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES 70 64 276 229 143 143 86 Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs 10 21 26 61 92 32 32 32 60  Transformation publique 104 11 1 2 2 2 11 1 1 Fonction publique 39 27 170 86 70 70 16 Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques 3 3 27 170 86 70 70 16  Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques 3 3 14 14 14 12 12 12  TRAVAIL ET EMPLOI 888 1619 5 048 4514 2933 2937 1581 Accès et retour à l'emploi et des relations du travail 1 35 279 45 10 10 35  Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail 5 56 27 23 23 38 188 395 174 401 174 205 139 94								
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales  Firs en charge par l'État du financement de l'indemnité inflation (6)  PORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE  194 158 1017 195 Sport 21 22 33 321 145 158 158 158 158 152 Jeunesse et vie associative 96 32 619 247 221 221 226 Jeux olympiques et paralympiques 2024 77 103 78 103 108 108 108 108 108 108 108 108 108 108		-						
Prise en charge par l'État du financement de l'indemnité inflation (6) 0 0 0 0 0 0 10 10 10 10 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19			-	-	-			
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE   194								
Sport         21         23         321         145         156         156         12           Jeunesse et vie associative         96         32         619         247         221         221         26           Jeux olympiques et paralympiques 2024         77         103         78         103         108         106         -5           TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES         70         64         276         229         143         143         86           Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs (°)         21         26         61         92         32         32         60           Transformation publique         6         29         36         29         29         8           Innovation et transformation numériques         1         1         2         2         1         1         1           Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques         39         27         170         86         70         70         16           TRAVAIL ET EMPLOI         858         1619         5 048         4514         12         233         2 937         1 581           Accès et retour à l'emploi         777         1115								
Peunesse et vie associative   96   32   619   247   221   221   226     Jeux olympiques et paralympiques 2024   77   103   78   103   108   108   -5     TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES   70   64   276   229   143   143   86     Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs   10   26   61   92   32   32   32   60     Transformation publique   66   66   29   36   29   29   8     Innovation et transformation numériques   11   11   2   22   21   1   11     Fonction publique   39   27   170   86   70   70   16     Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publique   3   3   3   14   14   112   112   22     TRAVAIL ET EMPLOI   858   1619   5048   4514   2933   2937   1581     Accès et retour à l'emploi   777   11115   2798   2251   2479   2481   -228     Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi   22   414   1992   2001   233   233   1768     Pemploi   Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail   1   35   27   45   10   10   35     Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et des relations du travail   56 275   232 433   188 395   174 401   174 205   13 994								
Peux olympiques et paralympiques 2024	·							
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs (° 21 26 61 92 32 32 60 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1								
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs (° 21 26 61 92 32 32 60 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	TRANSFORMATION ET FONCTION PURI JOUES	70	64	276	229	143	143	86
Transformation publique								
Fonction publique	·	6	6	29	36	29	29	8
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques   3   3   14   14   12   12   2	Innovation et transformation numériques	1	1	2	2	1	1	1
TRAVAIL ET EMPLOI         858         1 619         5 048         4 514         2 933         2 937         1 561           Acces et retour à l'emploi         777         1115         2 798         2 251         2 479         2 481         -228           Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi et des mutations du travail         1         35         27         45         10         10         35           Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail         1         35         27         45         10         10         35           Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail         58         55         231         217         211         213         6           TOTAL DES DEFENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL         46 417         56 275         232 433         188 395         174 401         174 205         13 994	Fonction publique	39	27	170	86	70	70	16
Accès et retour à l'emploi 777 1115 2 798 2 251 2 479 2 481 -228 Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi 22 414 1 992 2 001 233 233 1768 l'emploi Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail 1 35 27 45 10 10 35 Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du 58 55 231 217 211 213 6 TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL 46 417 56 275 232 433 188 395 174 401 174 205 13 994	Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	3	3	14	14	12	12	2
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi  Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail 1 35 27 45 10 10 35  Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail 58 55 231 217 211 213 6   TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL 46 417 56 275 232 433 188 395 174 401 174 205 13 994	TRAVAIL ET EMPLOI	858	1 619	5 048	4 514		2 937	1 581
Pemploi		777	1 115	2 798	2 251	2 479	2 481	-228
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail       1       35       27       45       10       10       35         Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail       58       55       231       217       211       213       6         TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL       46 417       56 275       232 433       188 395       174 401       174 205       13 994		22	414	1 992	2 001	233	233	1 768
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail         58         55         231         217         211         213         6           TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL         46 417         56 275         232 433         188 395         174 401         174 205         13 994		1	35	27	45	10	10	35
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL 46 417 56 275 232 433 188 395 174 401 174 205 13 994	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du	58	55	231	217	211	213	6
	TOTAL DES DEBENSES BRITTES DU BUIDGET GENERAL	AC 417	EC 275	222 422	100 205	174 401	174 205	12 00 4

Modification de libellé en LFI 2023
 Création en LFI 2023
 Suppression en LFI 2023



## RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL (NIVEAU DETAILLE)

	Mois	Ecart cumul			
unité : million d'€.	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Impôt sur le Revenu (A)	8 511	32 680	30 945	30 945	1 735
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	94	427	551	577	-123
Impôt sur les sociétés (C)	412	16 109	14 977	14 977	1 131
Impôt sur les sociétés	407	15 838	14 628	14 628	1 210
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	271	247	247	24
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	102	102	-102
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 445	5 753	5 338	5 338	416
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	115	553	399	399	154
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	107	1 160	850	850	310
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	23	154	249	249	-95
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	94	95	14	14	81
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	9	14	14	-5
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	6	13	13	-7
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	40	40	40	0
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	1	0	0	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité  Taxe sur les services numériques	608 385	2 843 386	2 565 355	2 565 355	277 31
Taxe d'habitation sur les résidences principales	385	324	543	543	-219
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation	22	78	58	58	-219
temporaire à l'Etat)  Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1	0
Recettes diverses	40	98	233	233	-135
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 531	6 137	5 654	6 004	483
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 519	62 155	55 800	58 984	6 356
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	4 048	11 658	14 507	13 926	-2 849
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	56	152	318	318	-166
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	68	76	76	-8
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	7	39	19	19	19



## RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL (NIVEAU DETAILLE)

	Mois	С	Ecart cumul		
unité : million d'€.	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	261	1 161	987	987	175
Mutations à titre gratuit par décès	1 344	4 669	4 272	4 272	397
Contribution de sécurité immobilière	61	269	288	288	-19
Autres conventions et actes civils	38	138	149	149	-10
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	50	197	187	187	11
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	44	186	172	172	14
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	63	49	49	14
Timbre unique	9	129	126	126	3
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	75	259	182	182	77
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	772	1 345	4 522	3 940	-3 177
Autres droits et recettes accessoires	0	2	2	2	0
Amendes et confiscations	3	15	16	16	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	25	31	21	21	10
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	15	37	34	34	3
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	160	150	150	10
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	16	17	17	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	16	17	16	16	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	554	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2	17	23	23	-7
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	235	701	808	808	-107
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	79	281	220	220	61
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	127	130	130	-3
Prélèvement sur les paris sportifs	128	268	258	258	11
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	17	41	35	35	6
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	125	413	637	637	-224
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	63	296	234	234	62
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	32 561	134 920	127 772	130 751	7 148
TOTAL GENERAL (net)	23 793	94 517	90 652	92 051	3 865

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2023



## **R**ECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois	С	Ecart cumul		
unité : million d'€.	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Dividendes et recettes assimilées (A)	2	3	537	537	-533
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	1	536	536	-536
Autres dividendes et recettes assimilées	1	3	0	0	3
Produits du domaine de l'Etat (B)	71	547	408	408	138
Revenus du domaine public non militaire	43	174	116	116	58
Autres revenus du domaine public	0	1	2	2	0
Revenus du domaine privé	11	277	170	170	107
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	17	94	120	120	-26
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires (1)	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	136	483	671	671	-187
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	54	115	119	119	-3
Autres frais d'assiette et de recouvrement	79	361	370	370	-9
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	24	24	-22
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	2	2	-1
Autres recettes diverses	2	4	156	156	-152
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	9	126	275	275	-149
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	64	15	15	49
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	3	2	2	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	3	0	0	3
Intérêts des autres prêts et avances	0	13	233	233	-221
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	7	20	19	19	1
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	24	6	6	18



## RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois	С	ril	Ecart cumul	
unité : million d'€.	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	222	668	560	560	108
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	133	55	55	78
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	156	160	220	220	-60
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	2	5	3	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	62	320	222	222	98
Frais de poursuite	0	0	4	4	-4
Frais de justice et d'instance	1	2	3	3	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	1	7	7	-6
Divers (F)	747	1 280	8 442	8 442	-7 162
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	533	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	88	210	274	274	-63
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	18	66	54	54	12
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	4	4	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	2	2	2	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	2	3	3	-1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2	0
Récupération d'indus	1	20	8	8	12
Recouvrements après admission en non-valeur	9	39	51	51	-13
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	18	12	12	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	12	9	9	3
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	26	132	148	148	-16
Produits divers	-3	18	1	1	17
Autres produits divers	67	221	126	126	95
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1186	3 108	10 892	10 892	-7 784

<sup>&</sup>lt;sup>(1)</sup> Suppression en LFI 2023



## PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ETAT ET FONDS DE CONCOURS

	Mois	Cur	Cumul à fin avril			
unité : million d'€.	Avril	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité	
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 991	-11 952	-10 768	-10 833	-1 184	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 007	-8 022	-7 997	-8 059	-25	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	O	
<b>Dotation</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-7	-7	7	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-393	-1 671	-881	-881	-791	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-9	-27	3	3	-30	
Dotation élu local	0	0	0	0	C	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	O	
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	2	0	-6	
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	-1	-1	1	
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	o o	0	o o	
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0	
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-243	-960	-962	-962	2	
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-11	-6	-6	-4	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations	-1	-11	-0	-6		
spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0	
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0	
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-36	-36	-36	0	
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	-30	-50	0	0	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	0	0	-1	-1	1	
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	U	U	-1	-1	'	
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	0	0	-27	-27	27	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	U	U	-27	-2/	21	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-13	-13	-12	-12	-1	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-30	-30	-30	0	
	-0	-30	-30	-30	U	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-1	29	279	279	-251	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de						
recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines						
pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire  Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-	0	0	0	0	0	
Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-306	-1 203	-1 092	-1 092	-111	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une	0	0	0	0	0	
perte de base de cotisation foncière des entreprises						
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	O	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point	0	0	0	0	O	
d'indice de la fonction publique Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	O	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la	0	-5	0	0	-5	
revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle						
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 875	-8 373	-8 743	-8 743	370	
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 866	-20 325	-19 511	-19 576	-814	
Fonds de concours et attributions de produits (1)						
	1 057	1 599	972	972	627	
Fonds de concours ordinaires et spéciaux						
Fonds de concours ordinaires et spéciaux  Fonds de concours - coopération internationale	22	301	99	99	202	



## **OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX**

	Mois	d'avril	Cumul à fin avril						Ecart cumul			
	Dépenses	Recettes		Dépenses			Recettes			Soldes		Soldes
unité : million d'€.			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Comptes d'affectation spéciale	12 731	12 846	32 073	23 304	23 304	33 109	23 205	23 205	1 036	-99	-99	1135
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	14	161	66	124	124	611	551	551	545	427	427	119
Développement agricole et rural	7	4	8	7	7	14	13	13	6	6	6	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	19	31	104	95	95	125	125	125	21	31	31	-10
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	28	17	106	73	73	248	111	111	142	38	38	104
Participation de la France au désendettement de la Grèce (1)	0	0	0	34	34	0	0	0	0	-34	-34	34
Participations financières de l'Etat	7 078	6 994	10 821	2 953	2 953	10 871	1 790	1790	50	-1 163	-1 163	1 213
Pensions	5 585	5 639	20 969	20 018	20 018	21 240	20 614	20 614	271	596	596	-325
Comptes de concours financiers	10 365	7 586	41 627	39 623	39 623	24 825	23 357	23 357	-16 802	-16 266	-16 266	-536
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	318	6	1 272	1234	1234	29	821	821	-1 243	-413	-413	-829
Avances aux collectivités territoriales	9 994	7 567	38 745	36 192	36 192	23 853	21 368	21 368	-14 892	-14 824	-14 824	-69
Prêts à des Etats étrangers	3	11	294	374	374	76	280	280	-218	-93	-93	-124
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	50	1	146	718	718	205	187	187	59	-531	-531	590
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics $^{(2)}$	0	0	1 170	1 106	1 106	661	701	701	-509	-405	-405	-104
Comptes de commerce	10 264	10 260	18 641	14 512	14 512	19 480	14 647	14 647	838	135	135	703
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires (2)	80	25	357	305	305	452	385	385	95	80	80	15
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	16	64	63	63	59	60	60	-5	-3	-3	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	158	158	565	167	167	565	167	167	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	63	52	185	156	156	244	315	315	60	159	159	-99
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	9 874	9 880	16 458	13 281	13 281	16 810	13 282	13 282	352	0	0	351
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	1	1	0	2	2	0	1	1	-1
Opérations commerciales des domaines	8	11	23	17	17	32	35	35	9	18	18	-9
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	11	10	10	8	6	6	-3	-4	-4	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	61	116	978	512	512	1 310	396	396	332	-116	-116	448
Comptes d'opérations monétaires	11	10	26	614	614	36	680	680	10	66	66	-56
Emission des monnaies métalliques	4	8	17	61	61	34	40	40	17	-21	-21	38
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	2	548	548	0	637	637	-2	89	89	-91
Pertes et bénéfices de change	6	2	7	4	4	2	3	3	-5	-1	-1	-4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	33 371	30 702	92 367	78 053	78 053	77 450	61 889	61 889	-14 918	-16 164	-16 164	1 246
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	33 371	30 702	92 366	77 504	77 504	77 449	61 251	61 251	-14 916	-16 253	-16 253	1 337

<sup>(1)</sup> Suppression en LFI 2023 (2) Modification de libellé en LFI 2023



## CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2023
		Organismes d'assurance et de	389	19	408
	Organismes à caractère	réassurance Caisse des Dépôts et Consignations	12	-2	10
	financier	La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	-765	4 070
	Total organism	es à caractère financier	5 235	-747	4 488
		Régions	2 683	-217	2 466
		Départements Communes	12 020 31 795	-1 621 -2 795	10 400 29 000
	CEPL	Etablissements publics de	18 875	-755	18 119
		coopération intercommunale Etablissements sociaux et médico-			
		sociaux	2 393	-272	2 121
		Autres otal CEPL	10 106 77 872	-173 -5 832	9 933
		OTAI CEPL	// 8/2	-5 832	72 040
Ď.	Etablissements publics	de santé	9 230	-478	8 752
Trés		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-5 610	21 362
ds au	Etablissements publics	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	589	22 677
Dépôts de fonds au Trésor	nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	2 110	7 285
ôts d		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	-449	1 855
Dép	Total établisser	nents publics nationaux	56 540	-3 361	53 180
	Gouvernements étrange	ers et organismes à l'étranger	8 816	371	9 187
	Union européenne		3 975	-2 102	1 873
		BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	-1	5 985
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	GIP	1887	46	1 933
		EPLE	2 809 3 338	1 475 -280	4 284 3 057
		Autres correspondants  Neutralisation des découverts des			
		correspondants du Trésor	0	0	0
		Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0
	Total autres correspondar	nts du Trésor et comptes rattachés	14 091	1 168	15 259
	Total Dépôts de fonds du	Trésor	175 760	-10 981	164 779
-	1				
Ĕ	Placements des CEPL su	ur un compte à terme	306	797	1 103
Placements des CEPL Placements des corre sur un compte à term Intérêts courus sur co		ondants du Trésor (hors CEPL)	3	160	163
m pt te	Intérêts courus sur com	ptes à terme	0	0	0
ပိ	Total Comptes à terme		309	957	1 266
	==	Total Passif (A)	176 069	-10 024	166 045
0./	College description	deather was the te			
	réances résultant des placements des deniers pupillaires		0	o	0
Découverts	des correspondants du Tré		0	0	0
		Total Actif (B)	0	0	0
	DE LA DETTE DE L'ETAT A NDANTS DU TRESOR ET PE	L'EGARD DES RSONNES HABILITEES (A-B)	176 069	-10 024	166 044



# DETTE FINANCIERE DE L'ETAT (hors intérêts courus non échus, intérêts constatés d'avance et dettes rattachées à des participations)

unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	72 611	2 350 435
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	70 700	2 200 061
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	70 700	2 200 061
dont -taux fixe	1 867 131	63 058	1 930 188
- taux variable	213 940	6 738	220 678
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
dont - taux fixe	0	0	0
- taux variable	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	1 911	150 374
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	1 911	150 374
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-1 751	32 717
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	70 860	2 383 152



### **N**OTES METHODOLOGIQUES

Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

#### Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### Comptes spéciaux

### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les comptes d'affectation spéciale retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs

Les comptes de concours financiers retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

## Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

## Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

### Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1° août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé «Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

#### Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### FMI: Fonds Monétaire International

#### Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

#### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

## R&D: Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

## Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

### Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.